

Sun'R

Réponses à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 25 avril 2017 sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux

Mai 2017

1 Introduction

1.1 Présentation de la société

1. Sun'R fait partie du « Groupe Sun'R », composé d'un actionnaire commun, Sun'R Holding, et de trois filiales principales :
 - **Sun'R SAS**, créée en 2007 est **développeur et exploitant de centrales de production** électrique à base d'énergie solaire **photovoltaïque**, avec environ 120 projets développés et un portefeuille en propre et en exploitation de 71 centrales sur bâtiments agricoles, sous tarifs d'achat. Sun'R développe actuellement plusieurs projets de centrales au sol dont certaines seront construites avant fin 2017, quelques centrales sur bâtiment agricole et investit dans sa technologie de systèmes agrivoltaïques, basée sur une synergie entre ombrières photovoltaïques et des cultures agricoles sous ces ombrières.
 - **Sun'R Finance**, créée en 2009, a vocation à **lever des fonds** obligataires auprès d'investisseurs privés pour financer des projets d'infrastructure, en complément des institutions financières classiques (banques, assurances, fonds d'investissement).
 - **Sun'R Smart Energy**, a été créée en 2012. Elle se concentre sur ses métiers principaux :
 - La **conception de technologies innovantes de stockage** de l'électricité, adaptées aux enjeux du déploiement massifs de sources d'énergies renouvelables intermittentes distribuées.
 - Le **développement de projets d'unités de stockage** de l'électricité, de l'identification des opportunités technico-économiques à la mise en service, pour des unités couplées à de la production renouvelable ou au seul service du marché et du réseau.

- **L'agrégation opérationnelle** et la valorisation d'actifs énergétiques, en couplant la production renouvelable intermittente avec des unités flexibles de stockage, agissant de concert à la manière d'une centrale virtuelle. L'activité d'agrégation EnR est lancée depuis 2016.
 - La société explore activement l'opportunité de lancer **une offre de fourniture**.
2. L'objectif du groupe Sun'R est de permettre in fine la bonne introduction d'une part importante d'énergies sans CO₂ dans notre mix électrique, et de contribuer à la transition énergétique, en décarbonant la production sans mettre en danger l'équilibre du système électrique.
 3. Cette casquette de développeur et producteur EnR innovant nous donne une grande légitimité pour contribuer à l'adaptation et la mise en place des règles économiques, techniques et réglementaires qui permettront une bonne intégration des EnR dans le système électrique, car la pérennité de notre modèle économique en dépend.

2 Réponse aux questions

2.1 Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie

Question n°1 : Quelle est votre position sur l'indication de l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionné dans l'exposé des motifs de l'article 2 du projet d'arrêté ?

4. Il serait intéressant d'avoir accès à des informations précises sur les réseaux à proximité pour positionner le PDL de façon optimale et ainsi optimiser cette position pour minimiser les coûts et la puissance, tout en respectant les normes.

Question n°2 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

5. Afin de limiter la durée d'étude, la demande d'étude d'une Opération de Raccordement Intelligente pourrait être réalisée en parallèle de la demande d'une offre de raccordement de référence, de la même façon qu'il est possible actuellement de demander une ORA avec une loi $Q=f(U)$.

Dès la demande initiale de raccordement, il pourrait être possible de demander plusieurs variantes (tout en limitant de façon raisonnable le nombre) d'ORI avec plusieurs cas d'études :

- Soit cocher le ou les cas d'études précisés dans l'article 3 que le demandeur souhaite qu'ENEDIS étudie :

- puissance de raccordement inférieure à la puissance de raccordement demandée tout en permettant des injections ou des soutirages complémentaires sur certaines périodes ;
 - puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée tout en limitant les injections et soutirages sur certaines périodes ;
 - puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement.
- Soit suggérer un ou plusieurs cas d'étude spécifique, par ex :
- limitation (écrêtage) à 80 % de Pmax,
 - limitation de la puissance à 60% Pmax en considérant une capacité de stockage et donc un soutirage de XX MW,
 - raccordement sur un autre départ proche du PDL.

L'offre de raccordement pourrait alors contenir :

- le résultat de l'ORR,
- les variantes de type ORI étudiés.,
- la puissance maximale qui pourrait être raccordée sur les 2 départs les plus proches du PDL même si celle-ci est inférieure à la P garantie mini demandée par le Producteur,

Dans le cas où l'(les)ORI contiendrait des limitations (nombres d'heures d'effacement dans le cas d'une puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée ou nombre d'heures sans contraintes dans le cas d'une puissance de raccordement inférieure à la puissance demandée), un profil horaire ou journalier (sur la base de l'historique du gestionnaire du réseau) pourrait être fourni à titre indicatif.

Dans un avenir plus lointain, il pourrait être intéressant soit de demander au gestionnaire de réseau de réaliser des études paramétriques, soit que celui-ci mette à disposition du développeur toutes les informations nécessaires pour réaliser de telles études.

Question n°3 : Êtes-vous favorable à la modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement, mentionnés à l'article 8 du projet d'arrêté ?

6. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

Question n°4 : Que pensez-vous de la possibilité, laissée à certains gestionnaires de réseaux de distribution desservant moins de cent mille clients, de sortir des formules de coûts simplifiées tout en le justifiant, mentionnée à l'article 10 du projet d'arrêté ?

7. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

Question n°5 : Quelle est votre position sur les exceptions temporaires sur devis, limitées à deux ans, qui sont l'objet de l'article 12 du projet d'arrêté ?

8. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

2.2 Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie

Question n°6 : Que pensez-vous des définitions de l'opération de raccordement et de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnées à l'article 2 du projet d'arrêté ? Êtes-vous notamment favorable à définir l'ORR de la même façon que l'arrêté relatif au raccordement sur les réseaux publics de distribution le fait, à savoir comme étant l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur (périmètre de l'extension), et non pas celle qui minimise la somme des coûts globaux de raccordement (périmètre de l'extension et du renforcement) ?

9. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

Question n°7 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

10. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

Question n°8 : Êtes-vous favorable à l'encadrement des méthodes de calcul proposé par la CRE, notamment les articles 4 à 8 du projet d'arrêté ?

11. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

2.3 Sur le projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique

Question n°9 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?

12. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

2.4 Sur l'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité

Question n°10 : Êtes-vous favorable à un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité la collectivité en charge de l'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une contribution au titre des ouvrages d'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

13. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

Question n°11 : Pour l'encadrement de cette relation, considérez-vous que doivent être modifiés : le code de l'énergie, le code de l'urbanisme, et/ou les cahiers des charges de concession ?

14. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

Question n°12 : Avez-vous des propositions dans le but de définir un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité et la collectivité en charge de l'urbanisme lorsqu'elle est redevable d'une contribution au titre de l'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

15. Nous n'exprimons pas d'avis sur cette question.

3 Statut de cette contribution

16. Cette contribution est publique (Licence Creative Commons.) et pourra donc être diffusée par la CRE sur son site Web.

4 Conclusion

17. Sun'R se tient à la disposition de la Commission et de ses services pour tout complément utile à cette contribution.

18. Pour ce faire, merci de contacter :

- **Davy Marchand-Maillet**, Directeur des opérations, 0.682.043.170, davy.marchand-maillet@sunr-sme.fr